

PENSER L'APRÈS

COVID 19 : UNE COMMUNAUTÉ DE DESTINS ?

LE REGARD DES PARTENAIRES INTERNATIONAUX DU SCCF



MULHERES NA LUTA PELA VIDA:
FORA BOLSONARO, VACINA E
RENDA BÁSICA JÁ!

Mães Solidárias



secours-catholique.org

 caritasfrance
 Secours Catholique-Caritas France


Secours
Catholique
Caritas France

ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL

*«Aurons-nous la détermination et verrons-nous
l'urgence d'un changement de paradigme¹?»*

CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉLABORÉ PAR Caroline Dorémus-Mège, Laurent Duarte, Aude Hadley, Françoise Plinate, sous la coordination d'Émilie Johann.

MERCI aux partenaires internationaux qui ont pris le temps de répondre à notre consultation, et qui ont bien voulu partager leur vécu et leurs analyses.

MERCI aux chargés de projets, de plaidoyer et d'animation de la direction Action et plaidoyer internationaux, qui ont relayé notre consultation, traité les réponses des partenaires internationaux, et en ont fait les premières synthèses.

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique - Caritas France

MAQUETTE : Véronique Bliard, direction de la communication - Pôle production éditorial

PHOTO DE COUVERTURE : Hélène Dias

FABRICATION : Sandrine Routier - Direction de la communication

1. Citation de GAATW, réseau international qui collabore avec le SCCF en Inde - Global Alliance Against Traffic in Women - www.gaatw.org.

1. VISION DE LA CRISE PAR LES PARTENAIRES INTERNATIONAUX	7
1.A. UNE VULNÉRABILITÉ PARTAGÉE, DES INÉGALITÉS ACCRUES	7
1.A.1. UNE VULNÉRABILITÉ COMMUNE QUI TRANSCENDE LES DISTINCTIONS TRADITIONNELLES	7
1.A.2. LES PLUS VULNÉRABLES EN PREMIÈRE LIGNE	8
1.A.3. UNE MONDIALISATION DE L'INDIFFÉRENCE AUX DÉPENS DE LA SOLIDARITÉ ?	8
1.B. LA CRISE : RÉVÉLATEUR DES LIMITES DES MODÈLES DOMINANTS ?	9
1.B.1. LES LIMITES DE LA MONDIALISATION ÉCONOMIQUE ET DE LA DÉPENDANCE VIS-À-VIS DE L'EXTÉRIEUR	9
1.B.2. L'EUROPE : ENTRE CAPACITÉ D'ACTION ET OBSOLESCENCE DE SON SYSTÈME	10
1.C. RECONSTRUIRE NOS SOCIÉTÉS	11
1.C.1. POUR UNE NOUVELLE RELATION ENTRE L'HOMME ET LA NATURE	11
1.C.2. POUR UN NOUVEAU RAPPORT AU POUVOIR ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE	11
1.C.3. POUR UN NOUVEAU MULTILATÉRALISME, AU-DELÀ DU REPLI SUR SOI	12
1.C.4. REPENSER LES SOLIDARITÉS	12
2. MIGRATIONS EN TEMPS DE PANDÉMIE	13
3. UNE PANDÉMIE QUI CONFIRME L'URGENCE DE LIER ENJEUX SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX	15
3.A. SYSTÈMES ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRES	15
3.B. CHOC ÉCONOMIQUE ET RÉSILIENCE	16
4. DROITS ET LIBERTÉ : LA PANDÉMIE COMME « PRÉTEXTE » POUR RÉPRIMER	18
4.A. DROITS ET COHÉSION SOCIALE	18
4.B. PROTECTION SOCIALE, DROITS SOCIAUX ET À LA SANTÉ	19
4.C. MANQUE D'ACCÈS AUX INFORMATIONS	19
4.D. RÉTRÉCISSEMENT DE L'ESPACE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ CIVILE	19
4.E. EXACERBATION DES VULNÉRABILITÉS LIÉES AU GENRE	20
5. ACTION ET PRATIQUES	21
5.A. REPORT OU ARRÊT D'ACTIVITÉS	22
5.B. ADAPTATION DES ACTIVITÉS DU FAIT DE LA CRISE	23
5.B.1. DE PROJETS DE DÉVELOPPEMENT AUX ACTIONS D'URGENCE	23
5.B.2. INTÉGRATION D'ACTIVITÉS DE PRÉVENTION ET SENSIBILISATION	23
5.B.3. LE RECOURS AU NUMÉRIQUE DANS LES PRATIQUES	25
5.B.4. COORDINATION DES ACTIVITÉS AVEC D'AUTRES ACTEURS	25
5.C. LOGIQUES DE COURT ET DE LONG TERME	27
5.C.1. PALLIER L'URGENCE SANS OUBLIER LA TRANSFORMATION SOCIALE	27
5.C.2. ACTION DE MOYEN TERME ET TRAVAIL DE PLAIDOYER POUR TRAVAILLER SUR LES CAUSES ET EFFETS DE LA CRISE	29
5.C.3. EXPLORER, INNOVER ET APPRENDRE MÊME EN TEMPS DE CRISE	30
CONCLUSION DE BENOÎT-XAVIER LORIDON, DIRECTEUR ACTION ET PLAIDOYER INTERNATIONAUX	31



VÉRONIQUE FAYET,
présidente nationale
du Secours Catholique - Caritas France

Une année de vie bouleversée ! 2020 restera sans doute, pour longtemps, l'année qu'on ne voudrait pas revivre ! Des rumeurs d'épidémie viennent de Chine... tout cela est bien loin, mais en quelques semaines le monde entier est contaminé. Bientôt 4 milliards de personnes confinées en même temps : du jamais-vu dans l'histoire de l'humanité ! La Covid-19 circule à toute vitesse et il faut bientôt découvrir un nouveau mot : « confinement » ! Et surtout, un nouveau mode de vie ! Tout s'arrête, brutalement. Nous sommes confrontés à la mort, à notre fragilité, partout dans le monde. Les plus pauvres sont touchés violemment et pris à la gorge entre la perte des revenus du travail, l'angoisse de la maladie, les charges nouvelles auxquelles il faut faire face, l'interdiction de tout lien, le sentiment d'être « en prison »... Un cauchemar qui, de déconfinement en reconfinement, va surtout broyer les plus fragiles. La crise sanitaire a été plus violente encore dans les pays du Sud où les personnes privées de travail se sont trouvées sans aucune ressource dans des pays où la protection sociale n'existe pas. La Banque mondiale prévoit que, pour la première fois depuis plus de 20 ans, l'extrême pauvreté devrait à nouveau augmenter de 120 à 150 millions de personnes, compromettant l'atteinte des Objectifs de développement durable en 2030. Mais ce qui est moins visible, c'est la mise en danger aggravée des défenseurs des droits. Nos partenaires et les communautés ont raconté les harcèlements, menaces, intimidations dont ils ont été victimes ; jusqu'à des détentions arbitraires et des assassinats. Les mesures sanitaires ont permis, loin des regards du monde et en toute impunité, de réduire au silence des militants engagés qui avouent vivre avec la peur au ventre !

Cette crise a mis en valeur notre vulnérabilité collective, notre interdépendance et en même temps notre impuissance face à ce virus. Elle a révélé un peu plus les dysfonctionnements du système économique mondial fondé sur une idéologie néolibérale, qui en tant de crise, aggrave considérablement les inégalités, déjà criantes.

Aujourd'hui, il faut tenter de penser « l'après » dans un climat de grande incertitude. Va-t-on assister à un repli des pays riches sur eux-mêmes dans un souci de protection sanitaire et économique ? La prise de conscience d'une crise mondiale va-t-elle réveiller le multilatéralisme pour imaginer des réponses globales et universelles ? Ou va-t-on voir la mondialisation de l'indifférence, dont parle souvent le pape François, gagner du terrain ?

Pour tenter d'élaborer une réponse, le Secours Catholique-Caritas France a souhaité donner la parole aux populations pauvres qui sont les premières victimes de la crise. Un travail d'enquête et de recueil des paroles a permis une première analyse résumée dans un document intitulé « Demain nous serons debout² ! », qui exprime la volonté des personnes de ne pas baisser

2. www.se-cours-catholique.org/publications/demain-nous-serons-debout

les bras. Ce travail est complété par les réflexions croisées de nos experts internes et externes, et notamment de nos partenaires internationaux dans ce document. Nous avons souhaité leur donner la parole et ils ont répondu avec beaucoup de sérieux : 49 acteurs sur 4 continents et dans 32 pays. Cette publication résume leurs analyses et leurs propositions et constitue une brique importante de ce travail collectif de reconstruction de l'avenir que nous voulons faire ensemble.

Les problématiques qui émergent sont claires et souvent assez proches de celles que nous rencontrons en France, mais dans des proportions décuplées. Le déséquilibre dans l'accès aux systèmes de santé et aux vaccins ne fait qu'accentuer les inégalités et sera un combat majeur dans tous les pays du Sud. Les migrants, les femmes, les populations autochtones, les travailleurs informels déjà fragilisés sont maintenant en danger, obligeant nos partenaires à repenser leurs actions pour passer de projets de développement à moyen terme à des programmes d'aide d'urgence.

La crise met aussi en valeur les points forts de l'action de nos partenaires : ainsi, tous les programmes de soutien à l'agriculture familiale et à l'agroécologie ont révélé leur pertinence car beaucoup de familles ont fui les villes et la misère pour revenir vivre à la campagne. Face au problème alimentaire, ces territoires agricoles qui fonctionnent en circuits courts se sont montrés beaucoup plus résilients et capables de subvenir aux besoins vitaux des populations. En France comme ailleurs, des modes d'action plus performants ont vu le jour : là, une coopération plus étroite et efficace avec l'État ou les collectivités locales, ailleurs, des liens renforcés avec d'autres partenaires de la société civile ou de l'Église et un travail en réseau efficient. Partout, le numérique s'est avéré un support de travail et de communication indispensable, innovant et performant.

Tout cela nous interroge collectivement et nous prenons très au sérieux l'interpellation de nos partenaires. Comment peut-on remettre en cause et contester par des actions très concrètes le système de consumérisme néolibéral qui pousse à une fuite en avant ? Le soutien à des expériences d'économie sociale et solidaire ou d'économie circulaire refusant la culture du déchet est sans doute une piste intéressante à travailler dans tous les pays.

Mettre en place des programmes de soutien à une agriculture locale, respectueuse de la terre et de l'environnement, est aussi un axe majeur pour changer cette relation à la nature et passer de la prédation que constitue l'agriculture intensive au respect. Retrouver une relation harmonieuse de l'homme et de la nature en écoutant la sagesse des peuples autochtones est une urgence planétaire à laquelle nous pouvons contribuer ensemble.

Les contributions de nos partenaires et amis des pays du Sud enrichissent considérablement nos réflexions et nous confirment que « TOUT EST LIÉ ». Nous ne pouvons séparer « la clameur de la terre et la clameur des pauvres », comme nous l'enseigne l'encyclique *Laudato Si*.

Ensemble, par notre expertise, dans la confiance mutuelle, nous pouvons **promouvoir un modèle de développement centré sur le respect des droits humains, la protection des plus fragiles – notamment les femmes, les enfants, les migrants –, la protection de la création et la promotion de la dimension spirituelle de tout homme. Ce modèle de développement humain intégral est celui que nous propose l'enseignement social de l'Église**, « au nom de la "fraternité humaine" qui embrasse tous les hommes, les unit et les rend égaux » (pape François, *Fratelli tutti*).

METHODOLOGIE

Quelques mois après le début de la pandémie mondiale, le Secours Catholique-Caritas France (SCCF) a lancé des consultations auprès de son réseau, pour mieux comprendre l'impact de cette crise sur les acteurs qui le composent, et pour nourrir sa réflexion sur ses priorités de travail. Dans le cadre de ces consultations, cinq sources ont été identifiées : parole des personnes en précarité, du réseau, de la doctrine sociale de l'Église, des chercheurs ou contributeurs externes, des partenaires internationaux. L'analyse ci-dessous se base sur les retours de nos partenaires internationaux.

Un questionnaire a été envoyé à une sélection de partenaires internationaux du SCCF : membres du réseau Caritas, organisations d'Église et acteurs de la société civile. Ils ont été sélectionnés en fonction de leur engagement dans la crise au travers de leurs échanges avec le SCCF sur des enjeux d'action, de réflexion et de plaidoyer. **49 partenaires de 4 continents et 32 pays ont répondu.** Cette consultation a été ouverte aux partenaires sur trois axes principaux : leur vision de la crise, les enjeux clés et l'impact de leurs actions sur le terrain. Elle représente leur vision à un temps T (août-septembre 2020) dans un contexte de crise mouvant. À l'heure de finaliser ce document, nous constatons que la situation sanitaire, économique, sociale, et en matière de respect des droits, s'est profondément dégradée dans de nombreux pays cités dans ce rapport.

Ce document analyse les réponses de nos partenaires dans leur diversité et leur richesse. Il fait ressortir les idées fortes mais aussi les nuances, voire les écarts entre les perceptions des partenaires sur certains points.

L'analyse faite ici reprend les principales idées remontées par les partenaires internationaux, sans filtre ni interprétation. Elle reprend donc les lignes fortes de ces retours et ne reflète pas nécessairement les positions du SCCF.



1. VISION DE LA CRISE PAR LES PARTENAIRES INTERNATIONAUX

1.A. UNE VULNÉRABILITÉ PARTAGÉE, DES INÉGALITÉS ACCRUES

« La crise sanitaire témoigne de la vulnérabilité de tous les pays, même ceux considérés comme les plus développés selon les indicateurs traditionnels » (ACLO³, Bolivie).

1.A.1. Une vulnérabilité commune qui transcende les distinctions traditionnelles

Une première analyse, fortement partagée, insiste sur le fait que la crise a révélé de façon extraordinaire notre vulnérabilité commune : au-delà des distinctions culturelles, des indices de développement ou de tout autre indicateur économique ou technolo-

3. ACLO - Fundacion Accion Cultural Loyola - <https://aclo.org.bo/>

gique, mais aussi au-delà des oppositions qui traversent les pays et les sociétés. L'humanité partagée est, dans cette crise, une vulnérabilité partagée face à la maladie, marquée par un fort sentiment d'impuissance (BSSS Inde⁴, Gafe Haiti⁵, ACLO Bolivie, CEJP Togo⁶). La crise révèle donc une « communauté de destins » (CEJP Togo) entre les hommes, qui s'ancre aussi dans le partage de notre maison commune (ACLO Bolivie, Caritas Rwanda Cyangu⁷). Cette expérience de la vulnérabilité nous rappelle notre fragilité parfois oubliée, et nous appelle à une posture d'humilité (BSSS Inde), les richesses, les savoirs, la maîtrise de technologies, l'état des systèmes de santé... n'étant pas un rem-

4. Balasore Social Service Society - www.bssodisha.org

5. Groupe d'action francophone pour l'environnement - www.gafe-haiti.org

6. Conseil Episcopal Justice et paix - <https://cejptogo.org>

7. www.caritasrwanda.org

part suffisant contre la maladie. Une tension ressort dans les contributions : si certains partenaires constatent que les pays puissants ont mieux géré la crise, d'autres insistent sur le fait qu'ils ont été fortement impactés et se sont finalement révélés moins résilients.

Ce qui est mis en évidence, c'est donc notre interdépendance : habitants de la même planète, faisant face à un même problème majeur.

Dans nos sociétés mondialisées, interconnectées, des réponses globales et solidaires sont nécessaires face à la pandémie comme face aux autres défis mondiaux : partage des connaissances, stratégies communes de soin, lutte globale contre la pauvreté... (CSAPR Tchad⁸, IGSSS Inde⁹). Ce qui émerge ici n'est pour autant pas

8. Comité de suivi de l'appel à la paix et à la réconciliation - www.csaprtchad.org

9. Indo-Global Social Service Society - <https://igsss.org>



© CARITAS CYANGUGU

entièrement nouveau : **la crise se joue sur fond de situations préexistantes, dont elle est un révélateur.** Les inégalités entre et au sein des pays sont notamment mises en lumière (GAPE Haïti), mais aussi une série de vulnérabilités qui traversent les sociétés : conditions de travail, absence de sécurité sociale, discriminations (GAATW Inde).

1.A.2. Les plus vulnérables en première ligne

Au-delà d'une expérience commune et d'une fragilité partagée face à la pandémie, des nuances dans l'analyse des partenaires sont importantes : **si nous sommes tous fragiles face à la maladie, nous ne sommes pas réellement égaux dans cette crise. En révélant mais aussi en accentuant les inégalités qui traversent les sociétés, elle met en effet les plus vulnérables en première ligne.**

Si tous les habitants de la maison commune sont touchés par la pandémie, cette maison est aussi un lieu de contrastes où résident de grandes différences et inégalités, que la pandémie a rendues plus visibles (ACLO Bolivie). La crise met en lumière et accentue les problèmes structurels préexistants : inégalités et pauvreté endémique, faillite des systèmes de

santé, des systèmes politiques et économiques, phénomènes de corruption, discrimination et racisme, situations de conflits ou de violence, notamment domestique... Autant de problèmes exacerbés par la crise, qui touchent de plein fouet les personnes déjà fragiles ou marginalisées, quand les plus privilégiés sont plus protégés. Ainsi sont particulièrement touchés les femmes, les enfants et les jeunes filles, victimes de violence, éloignés des systèmes de santé (SP Indonésie¹⁰), les populations autochtones, dont les droits et les cultures ne sont pas respectés, ou qui sont victimes de discriminations et de racisme (Bangladesh). Partout, ce sont aussi les travailleurs et travailleuses – journaliers, informels, domestiques – qui basculent dans des situations critiques, faute de protection sociale leur assurant un revenu minimum quand l'économie ralentit ou s'arrête. Les personnes migrantes sont également en première ligne. Vivant dans des conditions précaires qui ne permettent pas un isolement pourtant nécessaire, elles sont privées de solution de mobilité, de mécanismes de protection et d'accès aux services

10. Solidaritas Perempuan – Solidarité des femmes pour les droits humains, <http://www.solidaritasperempuan.org>

de base. Enfin, la pauvreté s'accroît avec l'arrêt de l'économie et de toute source, formelle ou informelle, de revenu, c'est l'insécurité alimentaire qui frappe de façon démesurée.

De façon générale, ce sont ainsi les personnes et les groupes déjà fragiles qui sont emportés par le cercle vicieux réamorcé par la crise sanitaire et ses conséquences : manque de moyens, droits bafoués, racisme et discrimination, éloignement des services...

1.A.3. Une mondialisation de l'indifférence aux dépens de la solidarité ?

Comment maintenir uni un monde enjoint à la distanciation sociale (OKUP Bangladesh¹¹) ? Les flux d'aide vont-ils être maintenus quand les États doivent soutenir leurs propres économies en péril (Caritas Sénégal¹²) ? Comment éviter la multiplication des logiques individualiste et nationaliste (IGSSS Inde, Caritas Mauritanie), qui sacrifieraient notamment la solidarité Nord-Sud (SNPS-Caritas Colombie¹³) ?

Les analyses des partenaires sont nuancées, entre l'espoir de construire des réponses globales (CEJP Burkina¹⁴), et le scepticisme sur le fait que de réelles formes de solidarité puissent voir le jour. **Certains partenaires pointent le risque du repli au moment où le besoin de solidarité est pourtant si fort.** Celui-ci s'incarne de différentes façons et dans différents domaines. Tout d'abord le risque que, dans ce monde interconnecté, la faillite de certains États ne se répercute sur d'autres, économiquement, via le ralentissement des relations commerciales, mais aussi par la réduction

11. Ovbashi Karmi Unnayan Program – <http://okup.org.bd>.

12. www.caritas.org/ou-nous-trouver/afrique/senegal/?lang=fr.

13. Secrétariat national de pastorale sociale – Caritas Colombie – <https://caritascolombiana.org>.

14. Commission épiscopale Justice et paix, Burkina Faso

appréhendée des ressources mises à disposition pour l'aide internationale (Caritas Mauritanie¹⁵, Caritas Kosovo¹⁶), **la crainte d'un recentrage des pays sur leurs enjeux nationaux au détriment d'une implication globale et solidaire dans les enjeux clés du siècle, comme la mise en œuvre des ODD¹⁷ à 2030** (Caritas Sénégal). Si, pour certains partenaires, ce repli sur soi n'a pas eu lieu (Togo), le contexte de tension politique, économique ou encore technologique menace la solidarité (CDA Madagascar¹⁸). Parfois, la coopération internationale s'est matérialisée par de nouvelles lignes de crédit pour les pays ayant besoin de soutien, faisant néanmoins poindre le risque d'une nouvelle vague d'endettement (ACLO Bolivie).

Les prises de positions sur la course au vaccin sont analysées comme un symbole fort de ce risque de compétition internationale, dont nos partenaires, notamment africains, n'entendent pas être les parents pauvres (Caritas Cyangu-gu-Rwanda, CDA Madagascar). D'autres craignent que la maîtrise du vaccin soit susceptible de conduire à de nouveaux rapports de force (le détenteur du vaccin comme nouveau « maître du monde ») ayant une incidence sur les accords politiques ou commerciaux (accès aux terres, aux matières premières, gestion des flux migratoires...) (Caritas Mauritanie).

Ces impacts négatifs de la crise sont à mettre en regard avec les manifestations de diverses formes de solidarité. **Nos partenaires soulignent en effet que la solidarité au sein des**



© HELENA DIAS

pays s'est parfois renforcée (PSAV¹⁹ Guatemala), et que celle entre les communautés a parfois pu permettre d'atténuer les impacts de la crise (pour les paysans sans terre au Brésil par exemple – MST²⁰). Au niveau international aussi, cette solidarité a continué à se manifester, via le maintien de flux d'aide internationale, ou par des aides humanitaires en réponse à la Covid (CDA Madagascar, CARTO Togo²¹). C'est également une solidarité Sud-Sud qui a pu se mettre en place, changeant les schémas traditionnels (CARTO Togo). Enfin, c'est entre les organisations que cette crise mondiale a renforcé la solidarité (HOPE Liban²²).

1.B. LA CRISE : RÉVÉLATEUR DES LIMITES DES MODÈLES DOMINANTS ?

« La crise sanitaire mondiale nous a placés dans une situation qui nous oblige à réfléchir et à changer notre rapport à la nature en prenant conscience de notre responsabilité dans la destruction ou la préservation de la planète. » (CAAAP, Pérou).

19. Pastoral Social Alta Verapaz – <http://www.iglesiacatolica.org.gt>

20. Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre du Brésil – <https://mst.org.br>

21. Centre d'animation rurale de Tambimong Ogaro – <https://Cartogaro.org>

22. House of Peace – www.houseofpeace.ngo

1.B.1. Les limites de la mondialisation économique et de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur

Les réponses des partenaires font état d'opinions graduées en ce qui concerne l'analyse de la crise, et notamment les limites voire la faillite des modèles dominants de développement que celle-ci met en lumière.

Pour certains partenaires, la crise a montré les risques d'une économie mondialisée et de la dépendance à l'aide internationale pour certains pays. L'arrêt ou la limitation des flux financiers et économiques internationaux du fait de la pandémie a eu un fort impact sur le quotidien des personnes (OKUP Bangladesh). En Europe orientale, des partenaires constatent que, dans un espace où la circulation des personnes est importante, la fermeture des frontières européennes a un impact très fort sur des familles dont une partie des membres vit à l'étranger. Par ailleurs, certains pays sont très dépendants de la demande européenne. Cette situation nourrit un sentiment d'inquiétude pour le présent et l'avenir. **Certains partenaires craignent les conséquences à long terme de cette crise économique qui va isoler davantage les États, mais aura aussi un impact au sein même des sociétés (IGSSS Inde).**

15. www.caritas.org/where-caritas-work/middle-east-and-north-africa/mauritania.

16. www.caritaskosova.org

17. En 2015, tous les pays du monde se sont accordés sur 17 objectifs de développement durable (ODD) pour mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités et les injustices, faire face au changement climatique d'ici à 2030. www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable.

18. Conseil de développement d'Andohatapenaka – www.cda-madagascar.org



© MASS

Ainsi, **la crise met à nu les limites et dysfonctionnements du système économique actuel**, fondé sur la maximisation des profits à court terme, et qui crée des vulnérabilités fortes, y compris au sein des États puissants et riches (Caritas Algérie²³). Elle exacerbe les problèmes existants : **en Amérique latine comme en Afrique, la pandémie a encore plus fortement révélé un système de prédation fondé sur la corruption et le manque d'investissements publics** (SNPS-Caritas Colombie), qui favorise l'agro-business au détriment de la sécurité alimentaire (CIPCA Bolivie). La pandémie a aussi rappelé l'urgence de bâtir des filets de protection sociale et des systèmes publics capables d'aider les plus pauvres et d'accompagner tous les citoyens, sans discrimination (GAATW Inde). La crise actuelle pose aussi la question du **lien entre crise sanitaire,**

23. www.caritas.org/ou-nous-trouver/moyen-orient-et-afrique-du-nord-mona/algerie/?lang-fr.

réchauffement climatique, modèles de production et de consommation basés sur l'extraction des ressources naturelles, la destruction des écosystèmes (CAAAP²⁴ Pérou) et une vision mercantile de la santé.

1.B.2. L'Europe : entre capacité d'action et obsolescence de son système

Certains partenaires semblent exprimer, malgré les difficultés du moment, une confiance en la capacité du système à se relever, notamment en Europe (MASS, Inde²⁵). Cela résonne avec l'opinion de plusieurs de nos partenaires quant aux « atouts » européens, notamment en ce qui concerne son système de santé (Caritas Cyangugu, Rwanda) et la capacité pour les États d'imposer des normes sanitaires accompagnées de mesures sociales fortes. Pour certains partenaires, l'Eu-

24. Centro Amazonico de Antropologia y Aplicacion Practica - www.caaap.org.pe.

25. Manava Adikhar Seva Samiti.

rope a été en mesure de mettre la priorité sur la santé et la sécurité des citoyens (Solidaritas Perempuan, Indonésie). Les réponses apportées (systèmes de santé, soutien à l'économie, plan de relance...) ont permis d'éviter une aggravation de la situation en Europe.

Nombre de nos partenaires ont cependant une opinion plus tranchée concernant le système européen. Ils constatent que malgré ses atouts et sa puissance, le modèle européen n'a pas été capable de sauver des vies. L'hécatombe en Europe a surpris car les systèmes de santé sont réputés de qualité, avec des moyens techniques et scientifiques. La crise a de ce fait cassé la vision de l'Europe comme un continent puissant, capable de faire face. En Palestine, au Togo ou encore au Tchad, nos partenaires soulignent l'impréparation face à une crise d'ampleur et le coût humain de la pandémie. Si les éléments démographiques,

et notamment le vieillissement de la population européenne, sont vus comme un facteur ayant augmenté la mortalité en Europe, c'est aussi la gestion mercantile du système de santé, avec les problématiques de sous-effectifs et sous-équipements, qui est pointée du doigt (CSAPR Tchad). Face à une telle situation, nous sommes invités à repenser un système économique et social plus performant.

1.C. RECONSTRUIRE NOS SOCIÉTÉS

«Aurons-nous la détermination et verrons-nous l'urgence d'un changement de paradigme ?» (GAATW Inde).

La crise de la Covid-19 est venue rappeler la nécessité d'une prise de conscience sur les principes et valeurs qui doivent guider notre vie en commun (CEJP Togo), dont la démocratie et le respect des droits humains mais aussi les droits de la nature. Comme le souligne notre partenaire indien BSSS, «si un virus peut immobiliser le monde entier pendant une période aussi longue, ce monde qui évolue d'habitude si rapidement, nous pouvons nous attendre à de plus grandes catastrophes naturelles et humaines à l'avenir. Nous devons donc construire et restructurer une conception durable et mutuelle de la solidarité et de l'harmonie entre les êtres humains, entre les nations et avec la nature». Cet **appel à réformer le système** est fréquent chez nos partenaires, sur l'ensemble des continents. La société civile a un rôle important à jouer pour démontrer la possibilité et la validité d'autres modes de vie, plus sobres, moins polluants, plus solidaires (CIPCA Bolivie). Cependant, entre réforme, adaptation, réinvention, les réponses de nos partenaires sont là aussi, assez graduées.

1.C.1. Pour une nouvelle relation entre l'homme et la nature
Pour beaucoup, la crise a conduit à une prise de conscience de notre



responsabilité dans la destruction et la nécessaire préservation de la planète (CAAAP Pérou). Un système fondé sur l'exploitation des ressources et de la nature et où les rapports sociaux se fondent sur l'individualisme et l'égoïsme est problématique et se révèle inefficace. Comme nous y invitent nos partenaires indiens, face à cette situation, il est possible de construire durablement une solidarité entre humains et avec la nature (BSSS Inde).

Le lien entre crise sanitaire et crise écologique oblige à repenser notre rapport au monde et aux modèles de développement, et à s'interroger sur d'autres modes de vie plus respectueux des êtres humains et de la nature. Il s'agit notamment de modifier nos modes de consommation, qui reposent sur des logiques de profit et d'exploitation intensive des ressources naturelles. Pour de nombreux partenaires, notamment en Amérique latine, c'est en effet le système mondial néolibéral qui est remis en cause, la Covid-19 étant considérée comme une conséquence du modèle de consommation qui dégrade les écosystèmes et favorise le développement de maladies par la mise en contact des êtres humains

avec les animaux sauvages et les virus qu'ils sont susceptibles de porter. Il semble urgent et nécessaire de lutter pour des transformations structurelles qui intègrent la préservation de l'environnement avant tout.

1.C.2. Pour un nouveau rapport au pouvoir économique et politique

«La pandémie a obligé chacun à revoir et à repenser la vulnérabilité de l'existence humaine» (BSSS Inde).

La crise globale liée à la Covid-19 a accentué les inégalités et les déséquilibres économiques au sein des sociétés et entre les nations. **Une meilleure répartition des ressources et des richesses est fondamentale pour faire face à des crises de cette ampleur** (Cimi Brésil²⁶). La crise est venue rappeler qu'en temps de bouleversement social majeur, la solidarité entre les citoyens et au niveau international est la seule réponse adéquate. *Laudato Si* et la doctrine sociale de l'Église peuvent notamment fournir des outils pour repenser notre rapport à l'économie et au politique (CEJP Togo).

26. Conselho Indigenista Missionario – <https://cimi.org.br>.



Par ailleurs, la gestion autoritaire de la crise dans un certain nombre de pays (CIPCA Bolivie²⁷) a prouvé son inefficacité et son cynisme (amplification des inégalités et instrumentalisation par les dirigeants). Le respect des libertés fondamentales et le besoin de confiance envers les dirigeants dans cette période exceptionnelle ne doivent pas être oubliés dans les réponses politiques et économiques adoptées : « Personne n'est libre, jusqu'à ce que nous soyons tous libres » (Palestine).

1.C.3. Pour un nouveau multilatéralisme, au-delà du repli sur soi

Face à la crise sanitaire et aux tentations de venir d'abord en aide aux siens (proximité culturelle, géographique, appartenance nationale), il est nécessaire d'œuvrer pour plus d'inclusion, de solidarité et de partage. **De nombreux partenaires du SCCF appellent à un nouveau multilatéralisme capable de fournir des réponses globales et universelles pour résoudre des problèmes structurels** (CIPCA Bolivie). Ils considèrent que les pays du Sud ont leur mot à dire dans la crise, surtout dans une période où les États occidentaux n'ont pas su faire face correctement à la situation sanitaire. **Les déséqui-**

27. Centro de Investigación y Promoción del Campesinado – <https://cipca.org.bo>.

libres de pouvoir au sein des institutions internationales doivent être corrigés pour reconnaître en toute équité les besoins et les droits des deux tiers de la population mondiale qui résident dans l'hémisphère Sud (Caritas Goma, RDC²⁸). Une réforme des institutions internationales doit se mettre en place.

Les logiques commerciales de profit à court terme ou la tendance à l'endettement des pays du Sud doivent également être remises en cause grâce notamment à la mobilisation d'un nouveau mouvement social mondial et une solidarité globale des sociétés civiles dans le monde (Inde).

1.C.4. Repenser les solidarités

« La solidarité n'est pas toujours l'apanage de ceux qui se croient forts » (CEJP Burkina).

Ce qui traverse assez communément les analyses de nos partenaires est la nécessité de repenser les formes de solidarité, au-delà des dynamiques Nord-Sud et des modalités traditionnelles qui n'ont pas permis d'endiguer les fléaux qui touchent leurs pays, et qui parfois même peuvent entretenir des logiques de dépendance.

Le contexte actuel qui nous fait expérimenter notre vulnérabilité commune est de fait un terreau pour une solidarité internationale repensée. Plusieurs éléments sont mentionnés par nos partenaires comme éléments clés pour une telle refonte :

- ▶ une solidarité assise sur un mouvement social mondial renforcé (OKUP Bangladesh) ;
- ▶ une solidarité qui se construit autour des valeurs de diversité, équité et égalité (Palestinian Circus School²⁹) ;
- ▶ une solidarité qui articule les niveaux local et global sur des enjeux com-

28. www.caritasdevgoma.org.
29. <https://palcircus.ps/en>.

muns (PHR Israël³⁰), qui soit plus connectée aux besoins locaux (Caritas Algérie), et qui de fait n'oublie pas les enjeux touchant déjà les plus précaires – pauvreté, guerre, famine, malaria (Caritas Cyangugu au Rwanda) ;

- ▶ une solidarité qui ne soit pas uniquement financière ni technologique (ACLO Bolivie, Caritas Bangladesh³¹, ASSR Mexique³²) ;
- ▶ une solidarité dans laquelle les pays dits développés prennent leurs responsabilités en honorant leurs engagements (aide publique au développement, atteinte des ODD), et acceptent un changement des relations de pouvoir au niveau international, pour construire une vision commune et universelle du développement centrée sur les droits humains, la parité hommes/femmes et le climat (Caritas Goma en RDC, Caritas Albanie³³, CIPCA Bolivie) ;
- ▶ une solidarité faisant émerger une vision commune alternative et recentrée sur les priorités des besoins des sociétés ;
- ▶ une solidarité entre les États, les communautés mais aussi avec la nature (BSSS Inde) ;
- ▶ une solidarité, enfin, qui permette un soutien mutuel sans dépendance, et qui rende possible la résilience de chacun (KMSS Loikaw Myanmar³⁴, BSSS Inde).

30. Physicians for Human Rights – Israel – <https://www.phr.org/>

31. <https://caritasbd.org>.

32. Accion Social Samuel Ruiz.

33. www.caritas.org/where-caritas-work/europe/albania.

34. Karuna Mission Social Solidarity – www.kmss.org.mm/index.php?id=56.



© OSCAR GONZALEZ

2. MIGRATIONS EN TEMPS DE PANDÉMIE

Au-delà de leur analyse globale de la crise sanitaire, nous avons consulté nos partenaires internationaux sur les enjeux clés qui émergeaient ou se réaffirmaient dans ce contexte. Dans ce cadre, un des enjeux majeurs de préoccupation est la situation des personnes migrantes. **Ainsi, 41 partenaires ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si la protection des migrants est considérée comme une priorité thématique**, même s'ils n'ont pas nécessairement mentionné le sujet dans leur contribution.

Les partenaires constatent en effet une **vulnérabilité accrue des personnes en situation de migration**. Toutes les personnes migrantes sont impactées : travailleurs migrants,

dans les pays de destination ou de retour chez eux – ou sur le chemin du retour –, réfugiés ou demandeurs d'asile dans les pays de transit ou de destination. Ils constatent une nette diminution des moyens de subsistance des personnes migrantes ayant perdu leur travail ou dont les revenus dépendent essentiellement du secteur informel et/ou des aides apportées par des organisations de solidarité, et dont les activités ont grandement diminué (Bangladesh, Inde, Indonésie, Israël/Palestine, Kirghizistan, Maroc). Dans un pays comme le Liban qui est traversé par ailleurs par une crise économique et politique sans précédent, la protection des personnes migrantes n'est plus considérée comme prioritaire par l'État.

Les partenaires du SCCF soulignent également les **grandes difficultés d'accès à la santé**, notamment dans les établissements de santé publique (Israël/Palestine, Algérie) en raison d'une discrimination envers les personnes étrangères, de barrières linguistiques, etc. Une partie importante de ces personnes est exclue des politiques de protection sociale en raison de leur statut (exclusion des travailleurs migrants et de leur famille des programmes d'aide de l'État au Bangladesh). La demande en soins de santé mentale est aussi en augmentation (Insan Leilek³⁵, Kirghizistan). En Afrique de l'Ouest, les partenaires n'ont pas remonté d'informations sur

35. <http://fti.kg/insan-leilek>.



une vulnérabilité accrue des personnes migrantes en particulier : l'accroissement des vulnérabilités a touché à la fois les populations locales et les personnes migrantes. Des partenaires de la zone Moyen-Orient/Nord de l'Afrique mentionnent des tensions communautaires entre populations locales et migrantes (Israël/Palestine, Liban, Mauritanie).

La crise a également un impact sur les modèles économiques basés sur les migrations. Plusieurs partenaires mettent en évidence la **baisse des contributions des personnes migrantes à l'économie** en raison de multiples facteurs : une baisse des transferts monétaires des migrants vers leur pays d'origine (Albanie, Myanmar, Pérou, Afrique de l'Ouest) ; l'impossibilité de collecter des transferts de fonds en raison de l'absence de permis de séjour valable ; un manque à gagner important en raison de l'impossibilité pour nombre de migrants de retourner temporairement (migration circulaire) ou définitivement dans leur pays d'origine (Kosovo, Myanmar, République démocratique du Congo, Bénin) ; un exode urbain entraîné par la crise (Bangladesh, Inde, Pérou, Mexique).

La mobilité a été affectée par la crise. Les partenaires du SCCF, à l'exception de ceux d'Afrique de l'Ouest, ont

mis en évidence que cette crise avait engendré des retours plus ou moins importants de travailleurs migrants (Bangladesh, Inde, Kirghizstan, Pérou), ce qui a rappelé les enjeux de protection et d'assistance humanitaire pour ces personnes dans leur exode. Par ailleurs, on a également assisté à une reconfiguration de certaines routes migratoires, les pertes de moyens de subsistance poussant les personnes à se rendre vers d'autres villes (Maroc). À rebours du traditionnel « exode rural », cette crise a également provoqué un renversement des mouvements migratoires traditionnels, de nombreuses personnes migrantes préférant regagner les campagnes à l'intérieur de leur pays. Par ailleurs, la fermeture des frontières des principaux pays a contribué à limiter les migrations internationales et a donc augmenté la pression sur les ressources des environnements suburbains. Enfin, la traite des êtres humains est évoquée comme une priorité de travail pour plusieurs partenaires déjà engagés sur la thématique des migrations, un phénomène qui se développe et qui touche notamment les enfants (Inde, Bangladesh).

Si cette crise a contribué à faire augmenter les inégalités en flèche, plusieurs partenaires mentionnent un impact positif en termes de solidarité, qu'il s'agisse d'augmentation de

l'engagement individuel, de la solidarité au sein des communautés et des familles, ou de changements de pratiques institutionnelles. Ainsi, une conscience accrue des inégalités et du besoin de solidarité a été relevée en Indonésie. Des partenaires ont également mis en place de nouvelles formes de collaboration avec des acteurs gouvernementaux ou non gouvernementaux (Algérie, Liban, Togo).

Plusieurs partenaires engagés auprès des personnes migrantes pointent la **nécessité de trouver des solutions en vue de renforcer la contribution des personnes migrantes au développement local**, notamment à travers :

- ▶ le renforcement des compétences, notamment agricoles, de ces personnes ; un appui à la réintégration socio-économique des migrants de retour et un accompagnement des jeunes sans emploi afin qu'ils puissent s'installer sur leurs propres terres ou travailler dans des secteurs non agricoles (Bénin, Bangladesh, Inde) ; une facilitation de la création d'activités génératrices de revenus (Albanie) ;
- ▶ l'intégration des questions liées aux migrations dans les plans de développement locaux pour vaincre la pauvreté et, par exemple, réactiver l'économie locale amazonienne (Pérou).

Enfin, alors qu'une distinction forte est opérée au SCCF entre les mouvements de populations à l'intérieur d'un même pays et à l'international, il est frappant de constater que les migrations internes sont mises en avant par de nombreux partenaires comme un enjeu prenant de l'importance, particulièrement en Asie.



© ELODIE PERRIOT / SCCF

3. UNE PANDÉMIE QUI CONFIRME L'URGENCE DE LIER ENJEUX SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

Un autre enjeu clé sur lequel nous avons consulté nos partenaires est celui de la transition écologique, dans ses différents aspects, qui s'articule sur le terrain autour des enjeux de souveraineté alimentaire, et de la résilience, notamment économique, des populations.

3.A. SYSTÈMES ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRES

La perte de revenus liée aux mesures de confinement a eu des effets majeurs sur la sécurité alimentaire. Celle des urbains d'une part, le manque de revenus rendant difficile l'accès à l'alimentation. C'est le cas à

Moscou, où la Caritas a organisé des distributions alimentaires massives et une campagne appelant les habitants à la solidarité et au partage de la nourriture avec les plus démunis. C'est aussi le cas de la population migrante dans différents pays, et des Palestiniens à Gaza. L'accès physique a aussi été rendu difficile du fait de la fermeture des marchés et de la limitation des déplacements. En Bolivie, les partenaires ont constaté une plus grande vulnérabilité dans les villes, surtout dans les zones périurbaines, des personnes qui vivent au jour le jour, vendant leur force de travail ou commerçant de manière informelle. En Inde, les conséquences ont été

doublément négatives : dans l'approvisionnement des villes d'une part, mais aussi dans la perte des moyens de commercialisation des agriculteurs : des récoltes ont aussi été perdues faute de débouchés commerciaux, entraînant des baisses de revenus et de capacité des agriculteurs à rembourser leurs prêts.

Les mesures de confinement, la perte des emplois en ville a entraîné dans de nombreuses régions une migration interne de retour vers les campagnes. En Inde et au Mexique, cela s'est traduit par un retour à l'agriculture comme stratégie de survie ou par une augmentation de la surface



© WELLINGTON LENON

en culture localement. Cela s'accompagne de besoins de renforcement de ces initiatives agricoles. Mais ce « retour à la terre » a parfois aussi entraîné une compétition sur les terres agricoles. Au Togo, des personnes de la ville s'approprient des terres au détriment des populations rurales. Le CARTO envisage donc d'acquérir des nouvelles parcelles afin de mettre des terres à disposition et de créer des emplois, tout en définissant une stratégie et une méthode pour leur exploitation.

Face à ces problématiques, un modèle semble avoir fait ses preuves sur plusieurs continents. **En RDC, en Bolivie, ou encore en Palestine, les partenaires remontent l'importance de l'agriculture paysanne qui a permis de faire face à la crise.** Face à la chute des importations et des exportations, à la rupture des chaînes de production et d'approvisionnement, à la dépréciation de la monnaie et à la hausse des prix, les zones où

l'agriculture familiale en agroécologie avait été développée ont mieux résisté. **Cela illustre la résilience de ces systèmes alimentaires territorialisés.** « La production agricole familiale a permis de garantir une alimentation saine et diversifiée à la population pendant les périodes de quarantaine et de fermeture des frontières, et a permis aux communautés paysannes autochtones de résister aux chocs de la crise » (CIPCA, Bolivie). Cela a également réaffirmé le rôle de ces communautés dans l'approvisionnement des centres urbains (marchés mobiles, troc...), et l'importance de penser les systèmes alimentaires au niveau local, moins dépendants d'infrastructures d'acheminement lourdes et vulnérables. L'agroécologie réduit la dépendance aux apports extérieurs : pesticides, engrais de synthèse, eau... En Palestine, TAM³⁶ a encouragé les activités de mise en

36. Women media and Development - <https://tam.ps/newsite/en/>

valeur des terres pour renforcer la sécurité alimentaire, en travaillant notamment sur la réutilisation des eaux de cuisine pour l'irrigation.

3.B. CHOC ÉCONOMIQUE ET RÉSILIENCE

La pandémie de la Covid-19 a été synonyme de perte d'emplois et/ou de revenus pour une grande part de la population, dont beaucoup dépendent du secteur informel pour vivre (au Rwanda, 70% de la population gagne sa vie au jour le jour, explique Caritas Cyangugu ; en Inde, 140 millions de personnes ont perdu leur emploi et 400 millions de personnes ont subi une baisse de revenus - GAATW et IGSSS). Comme le souligne ACLO, un de nos partenaires boliviens, « celui qui ne travaille pas aujourd'hui ne mange pas aujourd'hui ». Et comme le mentionne un partenaire tchadien, « la survie quotidienne passe avant la question de la Covid-19 ».



© CARTAS COLOMBIANA

Si, sur le court terme, la réponse internationale à cette crise sanitaire et à ses aspects économiques a pu sembler forte (Togo), il est apparu que les réponses apportées ont parfois été inadéquates car trop centrées sur la Covid-19, alors que d'autres crises sanitaires apparaissent plus urgentes (Rwanda) et n'ont pas reçu la même attention. Concernant les réponses aux effets économiques de la crise, il semble que les défis de moyen terme comme la transition écologique restent impensés (Haïti), de même que le renforcement de la souveraineté sanitaire de pays dépendant d'industries pharmaceutiques et sanitaires étrangères (Mauritanie).

Les limites des systèmes agricoles conventionnels se retrouvent au niveau économique de manière plus globale, avec les économies les plus tournées vers l'extérieur qui apparaissent comme les plus fragiles. La pandémie a par exemple fortement pénalisé les économies exportatrices de matières premières (Madagascar, Irak) dont les prix se sont effondrés, même si leur exploitation a continué dans des conditions précaires (Pérou). Idem pour les secteurs manufactu-

riers exportateurs qui sont fortement dépendants de marchés extérieurs (comme le textile au Bangladesh et au Cambodge) ou du tourisme, tributaire, lui, des flux internationaux de personnes (Sénégal).

Par opposition, l'économie circulaire et les circuits courts, promus au Pérou par le CAAAP, semblent avoir été plus résilients, à tel point que plusieurs partenaires pensent initier (Caritas Antsirabe³⁷, Mauritanie) ou renforcer (ASSR Mexique) leurs programmes de promotion de l'économie sociale et solidaire. ACLO en Bolivie a publié un guide de bonnes pratiques³⁸ issues de la crise et visant à « hacker » le système économique dominant.

Si la crise sanitaire a permis une prise de conscience mondiale du poids des interdépendances économiques, elle apparaît aussi comme un élément de cristallisation de changements plus profonds. Sur le plan économique, elle accélère parfois des logiques déjà en

cours, de paupérisation (Liban) et de précarisation des travailleurs, et d'exploitation des ressources naturelles (Indonésie). Cette mise en exergue des faiblesses des modèles économiques actuels pourrait ainsi se traduire par une remise en cause du modèle néolibéral (Brésil) et des structures de pouvoir actuelles (Liban, Haïti, Guatemala), mais également par une autonomie économique et politique accrue pour les peuples autochtones (Pérou). Concernant les alternatives, c'est en Amérique du Sud que la philosophie du Buen Vivir³⁹ semble être le modèle le plus approfondi.

39. Le « Buen Vivir », que l'on peut traduire par « vie bonne » ou « bien vivre », est un principe central de la vision du monde des peuples autochtones de la région andine. Véritable philosophie de vie, il est compris comme le vivre ensemble dans la diversité et l'harmonie avec la nature. Ce concept alternatif à l'idéologie du développement se répand peu à peu en Amérique latine et trouve un écho de plus en plus large au sein des cercles de réflexion dans les pays occidentaux. À vocation universaliste, il pose les bases d'une relation harmonieuse entre l'homme et la nature, en rupture avec la dégradation engendrée par le modèle économique fondé sur la consommation et la croissance. Il développe une démocratie d'un type nouveau qui, en plus de prendre en compte les générations futures, intègre des segments historiquement exclus de la population : les femmes, les immigrés, les habitants des quartiers populaires...

37. www.caritasantsirabe.mg.

38. <https://www.aclo.org.bo/wp-content/uploads/2021/01/Practicas-que-hackean-791x1024.pdf>



© JOSHUA SMITH / CRS

4. DROITS ET LIBERTÉS : LA PANDÉMIE COMME « PRÉTEXTE » POUR RÉPRIMER

Un autre sujet clé remonté par les acteurs de terrain concerne le fait que les mesures prises par les États afin de ralentir la pandémie de la Covid-19 ont souvent eu pour conséquence une détérioration des libertés individuelles et collectives.

4.A. DROITS ET COHÉSION SOCIALE

La crise a accentué les conditions de vie des groupes déjà en situation de précarité, mais aussi les préjugés sociétaux et les discriminations, notamment fondées sur le sexe, la race et la religion, comme le rapportent beaucoup de nos partenaires.

La pandémie est ainsi venue fragiliser les conditions de vie des peuples autochtones. Dans les territoires autochtones de Bolivie, les réalités ont été très contrastées en fonction du niveau d'organisation des communautés. Les communautés disposant d'une moindre capacité organisationnelle ont permis un accès libre à leur territoire, ce qui a contribué à la propagation du virus, causant de nombreux cas. Dans d'autres territoires, les dirigeants autochtones ont pris des mesures d'isolement volontaire pour éviter l'apparition du virus dans leurs villages. La disparition des plus anciens a provoqué la perte

d'un savoir ancestral, contribuant à déboussoler les communautés. Au Brésil, les menaces sur les terres appartenant aux peuples autochtones se renforcent. D'après le Cimi, l'État profite du contexte pour introduire une réglementation qui permettrait l'enregistrement des propriétés rurales sur les terres autochtones en attente d'homologation, au profit des hommes d'affaires liés à l'agroalimentaire.

Au Bangladesh, au Liban, une augmentation des actes xénophobes est observée, aussi bien de la part des représentants de l'État que des



© PAVEL MARTIARENA

communautés hôtes, les personnes étrangères étant accusées d'être à l'origine de la propagation du virus. Des partenaires au Bangladesh, en Inde et en Indonésie dénoncent la perception des travailleurs migrants comme porteurs du virus.

Certains partenaires subsahariens témoignent que ce virus est parfois perçu comme importé d'Occident, les populations redoutent par ailleurs de servir de cobayes pour les premiers vaccins.

Des partenaires subsahariens déplorent la modification ou l'interdiction des pratiques sociétales, culturelles et cultuelles. La prohibition des célébrations de la vie (mariages, fêtes, deuils, participation au culte...) impacte la cohésion sociale. Ce délitement s'exprime par la stigmatisation des personnes soupçonnées d'être infectées, des psychoses collectives, ou encore par la difficulté d'accueillir les personnes guéries. Un partenaire rwandais déclare ainsi : « L'interdiction des célébrations empêche les gens de se réaliser. »

4.B. PROTECTION SOCIALE, DROITS SOCIAUX ET À LA SANTÉ

Les réponses d'urgence apportées par les États à la crise ont été largement insuffisantes et le système de protection sociale, dont bénéficie une très faible part de la population, est inadapté. Les aides d'urgence ne semblent pas être parvenues à tous, touchant prioritairement les populations urbaines et délaissant les populations rurales.

Ces inégalités font naître et/ou renforcent des soupçons de corruption et de détournement des ressources publiques (Haïti). Un climat de défiance s'est installé dans beaucoup de pays et la crédibilité des gouvernements est entachée (Colombie). Dans certains pays concernés par des enjeux électoraux, l'aide d'urgence semble s'être transformée en opportunité pour la classe politique (Bolivie).

La « réaffectation soudaine de fonds » et l'investissement massif d'urgence dans le secteur de la santé mettent en lumière les difficultés que tra-

verse ce secteur dans de nombreux pays (Guatemala, Israël, Bangladesh, Tchad, Brésil). Ces mesures d'urgence ne suffisent pas à compenser l'impact des privatisations passées qui a pour effet de prioriser l'accès des classes aisées aux soins de santé. En réponse à ces difficultés, nos partenaires sont nombreux à observer un retour de la population vers la médecine traditionnelle comme le rapportent CDA à Madagascar, ASSR au Mexique ou CIPCA en Bolivie, qui a recensé les connaissances de médecine traditionnelle pour le traitement de la Covid-19.

4.C. MANQUE D'ACCÈS AUX INFORMATIONS

Des partenaires brésiliens, mexicains et subsahariens ont souligné qu'il était **particulièrement difficile d'accéder à des données et à des informations fiables sur la pandémie** (tests, lieux de prise en charge, contaminations, décès, etc.). Un partenaire tchadien témoigne des limites économiques pour accéder à l'information sur la pandémie « à cause de l'incapacité de certains ménages à acquérir des



4.E. EXACERBATION DES VULNÉRABILITÉS LIÉES AU GENRE

Les conséquences de cette crise étant multidimensionnelles, les femmes sont particulièrement touchées, relatent de nombreux partenaires en Inde, en Indonésie, au Liban, dans les Territoires palestiniens occupés, en Bolivie, au Tchad et au Togo. En Indonésie par exemple, une multiplication des violences liées au genre est observée, que ce soit au sein des foyers (violences domestiques) ou dans le cadre du travail (travailleuses domestiques retenues au domicile de leur employeur ; retenues sur salaire ; violences verbales et physiques, etc.). Les violences basées sur le genre, et notamment les violences conjugales, ont augmenté en raison des restrictions en matière de mouvement et d'accès aux services. Le relatif faible nombre de cas officiellement recensés souligne la difficulté pour les femmes de signaler ces violences.

appareils (radio, télé) ainsi qu'à accéder à l'Internet qui coûte très cher au Tchad ».

Par ailleurs, les dirigeants de certains pays nient l'existence même de cette maladie et n'encouragent pas les gestes barrières.

4.D. RÉTRÉCISSEMENT DE L'ESPACE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ CIVILE

De nombreux pays ont décrété dès le mois de mars 2020 l'état d'urgence sanitaire, appliqué la loi martiale, laissé des milices agir, permettant aux autorités de contrôler davantage l'espace public et restreignant la liberté d'expression, le droit au rassemblement, l'usage des réseaux sociaux, la liberté de la presse, etc. Des partenaires en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne, en Amérique latine, et au Moyen-Orient déplorent que **l'état d'urgence sanitaire a permis d'accroître les arrestations d'acteurs de la société civile (travailleurs humanitaires, défenseurs des droits, journalistes)**, accusés par les autorités de propager de fausses informations ou de troubler l'ordre public. Dans les Territoires palestiniens

occupés, les mesures liberticides à l'encontre des défenseurs des droits continuent, notamment à travers des arrestations arbitraires et des interdictions de déplacement ou de voyage. En outre, **de nombreuses élections ont été reportées, empêchant l'opposition aux différents pouvoirs en place de se manifester.** Plusieurs de nos partenaires, d'Amérique latine et d'Afrique notamment, soulignent que la pandémie facilite et multiplie les violations des droits humains, particulièrement à l'encontre des personnes les plus vulnérables et marginalisées (Cimi Brésil). Au niveau mondial, on a vu pendant cette crise le cynisme de certains pays ou dirigeants politiques qui privilégient leurs intérêts politiques et économiques au détriment de la vie de leur peuple (Caritas Cyangugu, Rwanda). Des partenaires soulignent également que certains gouvernements ont profité du fait que l'attention des médias et de l'opinion publique soit concentrée sur la crise sanitaire pour faire avancer d'autres champs de bataille comme la destruction de l'Amazonie, la poursuite de projets industriels polluants ou le musèlement des voix dissidentes (Cimi Brésil).



5. ACTIONS ET PRATIQUES

Le dernier sujet majeur de la consultation des partenaires était celui de l'impact de la crise sanitaire sur leurs activités sur la période de mars à août 2020.

5.A. REPORT OU ARRÊT D'ACTIVITÉS

La quasi-totalité des partenaires indique qu'ils ont dû reporter ou arrêter des activités du fait de la crise sanitaire. Partout dans le monde, des mesures de confinement strict (couvre-feu, interdiction des grands rassemblements, fermeture des écoles, établissements secondaires et universitaires, des marchés, restriction des déplacements, fermetures des frontières...) ont été décidées par les États. Les activités les plus impactées sont, sans surprise, celles impliquant des contacts, notamment les activités d'accueil, de formation, de scolarisa-

Sur 49 réponses analysées, 30 organisations partenaires indiquent avoir consulté les communautés avec lesquelles elles travaillent pour faire un diagnostic des besoins et pour garder le contact. Cela s'est fait selon des modalités différentes : contacts quotidiens ou réguliers directs ou via le téléphone, réunions en ligne ou visites dans les villages (Kosovo, Russie, Tchad, Madagascar, Bangladesh, Palestine, Inde, Myanmar, Mexique, Bangladesh, Colombie, Brésil, Bolivie, Pérou), enquêtes et questionnaires (Albanie, Inde...), rencontres avec les représentants des communautés (Rwanda), via les diocèses (Togo), mise en place de maraudes (Maroc)... D'autres organisations prévoient de le faire, ou n'ont pas encore finalisé leurs diagnostics.

Les partenaires font remonter l'importance des moyens numériques en temps de crise, pour communiquer et informer, la bonne connexion à Internet étant cruciale. En matière de santé, les communautés ont fait face à la peur du virus et ont accru leur recours à la médecine traditionnelle (Mexique...). D'autres soulignent la réticence de certains médecins à soigner, et donc le recours à des charlatans (Inde...). L'importance de prendre en compte la santé mentale des populations est souvent mentionnée (Albanie...). Par ailleurs au Mexique, l'isolement de certaines communautés les a protégées du virus. Enfin, certains partenaires reviennent sur la faiblesse de la protection sociale dans de nombreux territoires. Sur les



© CARITAS ARMÉNIE

enjeux agricoles et alimentaires, les constats reviennent sur l'importance de favoriser l'autosuffisance alimentaire et la non-dépendance aux cultures de rente (Mexique, Myanmar...), et beaucoup s'accordent pour dire que les pratiques agro-écologiques ont été bénéfiques pour faire face à la crise et accéder à une alimentation diversifiée et de qualité, d'où l'importance d'élargir ce type de programmes et de travailler sur la résilience des communautés rurales (Madagascar, Inde, Guatemala...).

Les populations consultées font toutes état de perte d'emplois, de réduction des opportunités, de forte baisse ou d'arrêt des revenus, et d'endettement croissant. D'autres indiquent l'impossibilité de se déplacer vers d'autres pays pour y trouver une source de revenus, ou le manque d'opportunités pour les migrants de retour dans les communautés (Guatemala, Cambodge, Madagascar, Liban, Inde, Arménie, Bolivie). De manière générale, la faiblesse de l'accompagnement et l'importance du rôle de la puissance publique sont souvent pointées. Il apparaît aussi à la fois que les tensions entre communautés ont augmenté, que les stigmatisations envers les migrants ont été fortes, que l'unité et la solidarité ont parfois été affaiblies (Liban, Guatemala), mais aussi que de nombreuses solidarités ont émergé, entre familles par exemple (troc au Guatemala et au Mexique, solidarité renforcée au Bangladesh). Enfin, sur le plan psychologique, les consultations font remonter une peur de l'avenir et des inquiétudes majeures des populations quant aux impacts économiques, sociaux et psychologiques de cette crise.

tion et de sensibilisation, ou encore d'accompagnement communautaire ou individuel.

Plusieurs partenaires engagés dans des actions de formation (CDA à Madagascar, HOPE au Liban) ont dû reporter des sessions, qu'il s'agisse de formation professionnelle, d'animation de tables rondes, d'ateliers sur la cohésion sociale. Au Cambodge, STT⁴⁰ témoigne que la plupart des activités (réunions communautaires, visites d'échange avec les communautés, formations, recherches, visites sur le terrain) ont été reportées afin de protéger le personnel du projet et les membres des communautés contre le risque accru de contamination. Au Maroc, Caritas Rabat⁴¹ note l'arrêt des activités socioculturelles, d'insertion économique, de scolarisation/forma-

40. Sahnakum Teang Thnaut - <https://teangthnaut.org/?lang=en>.

41. www.caritas.org/ou-nous-trouver/moyen-orient-et-afrique-du-nord-mona/maroc/?lang=fr.

tion ou encore d'accueil de mineurs étrangers non accompagnés dans les dispositifs de protection.

Caritas Algérie a uniquement poursuivi les activités du centre d'accueil Dar Essalam qui abrite des migrants malades, et les activités d'aide destinées aux prisonniers, aux étudiants subsahariens isolés, aux migrants et aux familles algériennes dans le besoin. Enfin, certains partenaires, comme le Palestinian Circus School, mentionnent l'annulation de leur participation à des événements internationaux, des séminaires et des programmes de renforcement des capacités.

De façon spécifique, certains partenaires, comme MASS en Inde ou le Cimi au Brésil qui travaillent aux côtés de populations autochtones, soulignent que certaines activités ont été annulées à la demande des villages eux-mêmes : certains villageois inquiets par la situation ont adopté des mesures d'autoprotection en fermant le point d'entrée de leur village.

MASS en Inde souligne également que certains programmes n'ont pas pu se poursuivre en raison de l'engagement des autorités locales à plein temps dans la gestion de centres médicaux temporaires. Pendant cette période, les villageois, l'administration locale et le personnel de MASS ont été occupés à aider les migrants de retour, en organisant leur transport et leur installation dans des centres de quarantaine et des villages.

5.B. ADAPTATION DES ACTIVITÉS DU FAIT DE LA CRISE

Malgré les restrictions, les partenaires ont réussi à maintenir une activité et se sont adaptés au nouveau contexte en reprogrammant ou en modifiant leurs activités. De nombreux partenaires engagés dans des processus de défense des droits et de transformation sociale ont mis en œuvre des activités



© CARITAS COLOMBIE

de sensibilisation/prévention et d'urgence pour répondre aux besoins du moment.

5.B.1. De projets de développement aux actions d'urgence

Plusieurs partenaires indiquent qu'ils ont maintenu leurs activités et équipes d'urgence, d'autres ont modifié leurs projets en cours pour prendre en compte la Covid-19, voire lancé de nouveaux projets. Plusieurs partenaires ont intégré dans leurs actions une attention spéciale à des publics dont la vulnérabilité se voit renforcée par la crise.

Au sein de Caritas Albanie, les équipes sont restées opérationnelles même pendant la période de quarantaine pour faire face aux catastrophes (tremblement de terre) ou agir auprès des migrants. D'autres, comme BSSS Inde, ont lancé des campagnes massives de sensibilisation et ont ré-alloué des fonds disponibles pour fournir des kits d'hygiène et de nourriture à ceux qui ont été surpris par le confinement. Caritas Moscou⁴² a lancé des projets d'urgence humanitaire : distribution de kits humanitaires, recherche d'abris pour les plus

vulnérables, diffusion d'informations sur la Covid-19. En collaboration avec d'autres ONG, un réseau de distribution de nourriture pour les sans-abris a ainsi été mis en place et distribué plus de 3000 portions par semaine dans tout Moscou pendant trois mois. Au Cambodge, STT a transformé certaines activités rendues impossibles en mesures d'urgence, notamment des distributions de nourriture et articles d'hygiène pour six communautés du projet en cours. En Inde, IGSSS a organisé des distributions d'urgence pour les plus vulnérables, ainsi que des transports pour certains travailleurs migrants qui étaient bloqués dans les villes, comme Mumbai et Delhi, permettant leur retour en toute sécurité. Caritas Albanie a ajouté à tous ses projets la promotion des soins de santé concernant la Covid-19 : diffusion d'informations issues de l'Institut de la santé publique, de l'OMS et d'autres journaux d'information, distribution d'équipements médicaux et de kits de protection dans les hôpitaux afin d'alléger la pression créée sur le service de santé.

5.B.2. Intégration d'activités de prévention et sensibilisation

De nombreux partenaires, comme Caritas Mauritanie ou le CDA à Madagas-

42. www.caritas.org/ou-nous-trouver/europa/russie/?lang=fr.



© MAGGIE ANDRESEN

car, ont réorienté le contenu de leurs sessions de formation vers des activités de sensibilisation, d'information, de renforcement de la résilience et de prévention sur la Covid-19. La CEJP du Burkina Faso a réorienté des activités relatives au civisme vers la sensibilisation au respect des mesures barrières, notamment en milieu scolaire.

En Indonésie, JRS⁴³ a procédé à des distributions de matériel de protection dans les quartiers où résident les réfugiés et leur a apporté un soutien financier d'urgence durant les trois premiers mois de la crise ; le partenaire a également encouragé les dons en nature de la part de la population locale en faveur des réfugiés et diffusé des messages de promotion de l'inclusion. En Algérie, le projet de promotion féminine de Caritas s'est réorganisé pour

43. Jesuit Refugee Service – <https://jrs.net/en/country/indonesia>.

la production de masques artisanaux qui ont été distribués à la population.

Le CSAPR au Tchad a quant à lui lancé une opération de distribution de 10 000 masques dans N'Djaména et a mené des actions de sensibilisation en lien avec les associations locales de jeunes et les chefs de communauté. Il a également organisé un « café politique » permettant aux citoyens d'échanger sur le plan de contingence mis en place par l'État. En Inde, MASS a mené de nombreuses activités (réalisation de brochures, bannières, affiches ; démonstrations dans les villages) diffusant la bonne information concernant le virus et sensibilisant les populations sur les changements de comportement à adopter, tels que le lavage des mains, la distanciation sociale, le port d'un masque, etc. Il s'agissait aussi de les protéger des fausses informations et des rumeurs. Les bénévoles de MASS ont mené des

campagnes de sensibilisation pour assurer l'accessibilité des personnes vulnérables aux mesures et aux programmes gouvernementaux. MASS a aussi utilisé du matériel d'information, d'éducation et de communication et les réseaux sociaux, et participé à des séminaires en ligne pour rassembler et diffuser des informations vers les groupes cibles. Enfin, le partenaire a permis la prise en charge des familles de migrants en détresse et a facilité leur retour en bonne coordination avec l'administration locale. Un partenaire en Indonésie a proposé de faire une vidéo de sensibilisation sur les risques de transmission de la Covid-19 en Farsi, Arabe et Somali pour sensibiliser à ce risque les demandeurs d'asile, les réfugiés, et les habitants. Au-delà de la prévention, des activités ont aussi concerné les discriminations associées au virus et les impacts psychosociaux de la situation. Ainsi OKUP au Bangladesh, a réalisé des actions de

soutien d'urgence ainsi qu'une campagne contre la stigmatisation des migrants, perçus comme porteurs du virus.

Caritas Colombie a aussi cherché à fournir des alternatives psychosociales pour atténuer l'impact de la pandémie. Au Togo, le CEJP a, en lieu et place des camps de vacances qui étaient prévus, organisé d'autres activités de jeunes ne nécessitant pas de grands rassemblements ni de grands déplacements, comme des rencontres d'échanges sur *Laudato Si*, des activités socio-éducatives et culturelles telles que sketches, projection de films et jeux.

Plusieurs partenaires africains (Madagascar, RDC, Togo) et asiatiques (Inde et Indonésie) mentionnent des initiatives visant à réduire les impacts de la crise sanitaire, sociale et économique sur les femmes en situation de précarité. Par exemple, des partenaires malgaches mettent en place des appuis économiques ainsi qu'une prise en charge juridique des jeunes filles et femmes vulnérables dans l'optique de renforcer leur pouvoir d'agir. En Bolivie, CIPCA a élaboré des outils sur les droits des femmes et les a diffusés sur les réseaux sociaux et lors de divers événements.

5.B.3. Le recours au numérique dans les pratiques

Dans la mesure du possible, les partenaires se sont tournés vers des alternatives en ligne, effectuant ainsi une transition accélérée vers le numérique. Les outils audiovisuels se sont avérés de précieuses aides pour les partenaires dans leur travail de collecte d'informations sur la situation vécue par les populations impactées par les mesures de confinement. STT au Cambodge a par exemple pu réaliser rapidement une large consultation auprès des 32 communautés cibles soutenues, grâce aux outils de communication. Le numérique a permis de



faire face à la distanciation. Il a été un complément aux activités classiques et, pour certains (IGSSS en Inde), les réunions en ligne ont complètement remplacé les rassemblements, y compris avec les leaders communautaires. ACLO en Bolivie, a développé un service d'assistance technique en agriculture familiale par téléphone, un programme de formation orienté vers l'agriculture urbaine, des webradios afin de former des agents de communication populaires. Le MST au Brésil a mis en place une plateforme numérique de formation politique ainsi que des espaces de socialisation et d'information. En Palestine, le Palestinian School Circus a même créé une chaîne YouTube pour les entraîneurs de cirque. De nombreux partenaires ont expérimenté le conseil à distance renforcé (échanges via téléphone, Whatsapp, etc.), les campagnes de sensibilisation en ligne, la production et diffusion de vidéos contenant des informations sur la Covid-19 en plusieurs langues, la formation à distance.

Au Bangladesh, OKUP a renforcé son conseil à distance *via* sa hot-line téléphonique et a réalisé des campagnes de sensibilisation en ligne.

Certains (HOPE au Liban, le MST au Brésil) soulignent que le développement d'outils en ligne est possible mais que l'impact est limité, notamment du fait de connexions internet

défaillantes, et à cause du manque d'infrastructures d'accès à Internet. En Inde, GAATW explique avoir essayé de s'adapter et avoir transformé une grande partie de son travail en un travail en ligne. Mais cela n'a pas été possible avec le travail dans la région d'Odisha en raison de la fracture numérique.

La plupart des organisations partenaires ont privilégié le télétravail pour protéger leurs employés ; certains, comme Caritas Cyangugu au Rwanda, soulignent cependant que cela n'était pas une solution évidente pour nombre d'entre eux. Mais pour d'autres, comme Caritas Rabat au Maroc, le télétravail a permis des réunions régulières et un rapprochement positif des centres locaux avec le siège.

5.B.4. Coordination des activités avec d'autres acteurs

L'ensemble des partenaires a travaillé en coordination avec d'autres acteurs dans leur réponse à la crise.

Travail avec les autorités publiques

La plupart des partenaires se sont fortement coordonnés avec les autorités locales (municipalités, districts, régions, élus...). Pour la Pastoral Alta Verapaz au Guatemala ou Caritas Arménie⁴⁴, parmi d'autres, c'est l'aide humanitaire d'urgence et les distributions qui ont

44. <https://caritas.am>.



© ORPIO

été faites avec les municipalités. Caritas Rabat, au Maroc, indique que les autorités locales délivraient des autorisations pour travailler dans certaines zones. Caritas Kosovo⁴⁵ a travaillé étroitement avec les services municipaux d'urgence, alors qu'ACLO et CIPCA en Bolivie, se sont coordonnés avec les comités d'urgence municipaux et les autres services de santé et d'éducation des autorités locales, afin de combiner les efforts et de ne pas les dupliquer. En Inde, MASS a établi des liens avec divers organismes publics ou parapublics, et notamment les administrations locales des zones rurales, les « panchayat raj », pour le soutien aux migrants de retour (transport, santé, alimentation...).

Pour d'autres, des activités étaient menées ou de l'information échangée avec des ministères ou le gouvernement directement. Ainsi, les ministères de la Santé (Pérou, Guatemala,

Kosovo...), de l'Environnement et de la Culture (Pérou), du Travail (Palestine), de l'Emploi et de la Protection sociale des travailleurs à l'étranger (Bangladesh), de la Jeunesse (Palestine) sont régulièrement mentionnés. Plusieurs partenaires indiquent que **les collaborations avec les autorités permettaient notamment d'éviter les doublons dans l'aide d'urgence, et d'assurer une couverture de différents territoires** (Arménie, Cambodge, Palestine). D'autres acteurs étatiques ou para-étatiques sont cités : universités, services gouvernementaux qui ont fermé du jour au lendemain, protection civile (Albanie), autorités pénitentiaires (Togo), centres de santé et hôpitaux (Maroc), centres de formation professionnelle (Palestine, Maroc), centres d'accueil pour les réfugiés... NECC⁴⁶, en Palestine, mentionne aussi la fédération des industries, acteur de la formation professionnelle.

46. Near East Council of Churches – www.neccgaza.org/Page.aspx?id=Necc.

Faire réseau avec la société civile

Sur le plan de la société civile, beaucoup de partenaires ont travaillé étroitement avec d'autres organisations locales, et notamment *via* le renforcement de la coordination ou la création de réseaux d'organisations. PHR en Israël mentionne la création de deux coalitions d'organisations pour faire face à la pandémie : l'une concernant les droits des prisonniers et l'autre, les droits des demandeurs d'asile. ACLO en Bolivie a mis en commun avec d'autres organisations son réseau de radios communautaires pour que les autres ONG puissent informer les populations qu'elles accompagnent. Le CAAAP au Pérou a articulé son action avec les organisations autochtones nationales. BSSS en Inde mentionne l'implication du forum des ONG d'Odiha, CIPCA en Bolivie, les plateformes multi acteurs, Alpha⁴⁷ et HOPE au Liban, Caritas Algérie et Caritas Kosovo

47. Association Libanaise pour la Promotion Humaine et l'Alphabétisation – www.alpha-association.info.

45. www.caritaskosova.org.

insistent aussi sur la coordination avec d'autres organisations pour toutes les activités mises en place. OKUP au Bangladesh mentionne les réseaux régionaux liés aux droits des migrants et à la traite des êtres humains. Ces coordinations se sont faites au niveau local et/ou national. CAAAP au Pérou a aussi travaillé en lien avec des réseaux internationaux comme le FOSPA⁴⁸ ou le REPAM⁴⁹, et le travail au niveau international est aussi mentionné par Solidaritas Perempuan en Indonésie, pour partager expériences et stratégies.

Par ailleurs des partenaires font part du soutien/échanges avec des ONG internationales comme le SCCF, Médecins du Monde, Médecins Sans Frontières, CRS⁵⁰...

Pour beaucoup de partenaires, les réseaux et acteurs liés à l'Église ont aussi été présents soit à travers l'articulation renforcée avec les diocèses ou les paroisses (Cimi au Brésil, Fomento au Mexique, KMSS Loikaw au Myanmar, Caritas Albanie...), soit par des liens entre les Caritas nationale et locales. Des partenaires d'Afrique du Nord soulignent que pour atteindre les personnes les plus vulnérables, elles ont collaboré davantage avec d'autres organisations de la société civile ou des organisations à base communautaire.

Le dernier type d'acteurs avec lequel des partenaires se sont coordonnés sont les organismes onusiens ou supra-étatiques, les plus cités étant le HCR, l'OIM, l'OMS, l'OCHA, ou l'UNICEF⁵¹...

48. Forum Social Panamazonien - <https://www.forosocialpanamazonico.com>

49. Réseau Ecclésial Panamazonien - <https://redamazonica.org>.

50. Catholic Relief Services - www.crs.org.

51. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Organisation internationale pour les migrations, Organisation mondiale de la Santé, Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, Fonds des Nations Unies pour l'enfance.



5.C. LOGIQUES DE COURT ET DE LONG TERME

5.C.1. Pallier l'urgence sans oublier la transformation sociale

L'incertitude quant au futur et l'impossibilité de savoir combien de temps va durer la situation de crise sanitaire sont soulignées (Caritas Algérie, NECC Palestine). C'est donc un contexte d'urgence qui va durer. Un nombre restreint de partenaires est familier avec l'action d'urgence, qui fait partie de leurs modes de réponse habituels. C'est le cas par exemple d'Alpha, qui agit au Liban et en Syrie et qui note que toutes ces actions d'urgence sont amenées à se poursuivre à long terme. Pour Solidaritas Perempuan en Indonésie, la distribution de kits d'urgence est une action habituelle en situation de crise.

Les partenaires sont nombreux à se projeter sur les 12 prochains mois en envisageant des adaptations et ajustements pour répondre à la situation dans la durée (PSAV au Guatemala, Caritas Cyangugu au Rwanda, Caritas Goma en République démocratique du Congo, CAAAP au Pérou, MASS en Inde). Le CDA à Madagascar précise par exemple qu'il envisage de poursuivre, sur les 6 à 12 prochains mois,

ses activités d'appui économique pour le renforcement des activités génératrices de revenus de femmes vulnérables, les actions de formation, sensibilisation et soin au sein du Centre social et de santé, le maintien d'un fonds d'Urgence-Prévention contre la Covid-19, la poursuite des activités de sensibilisation communautaire et l'acquisition/distribution d'équipement de protection. Une inquiétude est exprimée par le CEJP du Togo quant à la possibilité matérielle et financière de poursuivre ces actions dans la durée ; le partenaire souligne que les divers dons liés à la crise ont été ponctuels et que la pérennité des actions dépendra des multiples formes de soutien.

De façon très nette chez plusieurs partenaires dont le cœur de métier et le mandat portent sur la transformation sociale – IGSSS en Inde – et la défense des droits – GAFE en Haïti, Fomento⁵² au Mexique, Cimi au Brésil par exemple –, les actions spécifiques menées en réponse à l'urgence n'ont pas vocation à perdurer au-delà de la crise, elles ont été mises en place pour répondre aux besoins rencontrés par les bénéficiaires et groupes cibles habituels de ces partenaires. Comme

52. Fomento Cultural y Educativo - <http://fomento.org.mx/index.html>.



© ALPHA

l'indique TAM⁵³ en Palestine : « Nous ne sommes pas une institution de services et nous ne fournissons généralement pas d'aide humanitaire. Nous sommes une organisation féministe, de défense des droits de l'homme et des médias, cependant, notre objectif principal est de répondre aux besoins des groupes cibles ; l'aide humanitaire et l'aide à la lutte contre la violence sont au premier rang de leurs besoins et de leurs priorités, c'est pourquoi nos réponses d'urgence se concentrent sur ces domaines. »

Le CAAAP au Pérou est conscient que cette crise sanitaire aura des impacts et des conséquences sur la vie des peuples autochtones à long terme. Caritas Albanie indique qu'un très grand nombre de familles, en particulier celles qui vivent dans les régions reculées d'Albanie, seront gravement touchées

53. Women Media and Development – <https://tam.ps/newsite/en>.

et subiront un appauvrissement supplémentaire : Caritas Albanie ne veut renoncer ni à ses projets de développement face à une situation aussi extrême, ni à fournir une assistance fondamentale pour la dignité des personnes accompagnées. CIPCA en Bolivie souligne que les changements sont apparus dans l'urgence mais qu'il est fort probable que certains soient maintenus, comme les marchés mobiles qui se sont développés dans presque toutes les villes. Dans une logique de *nexus* entre action humanitaire et de développement, Solidaritas Perempuan en Indonésie poursuit sa stratégie d'encouragement des initiatives des femmes liées à l'économie solidaire sur le temps long et en situation de crise. STT au Cambodge collabore actuellement avec d'autres ONG sur des projets qui se concentreront sur une réponse intégrée à plus long terme pour les communautés urbaines pauvres de Phnom Penh. Au Brésil, le MST articule actions d'urgence, de développement et de défense des

droits : renforcement de la production d'aliments sains comme alternative de souveraineté alimentaire, plan d'urgence pour une réforme agraire populaire, avec des mesures pour faire face à la crise sanitaire et économique, actions de solidarité et distribution de nourriture à des personnes en situation de vulnérabilité sociale, poursuite de la campagne « Planter des arbres, produire une alimentation saine » conduite par des jeunes et des enfants sans terre, lancement de la campagne sur les risques d'un retour à l'école en contexte de pandémie..

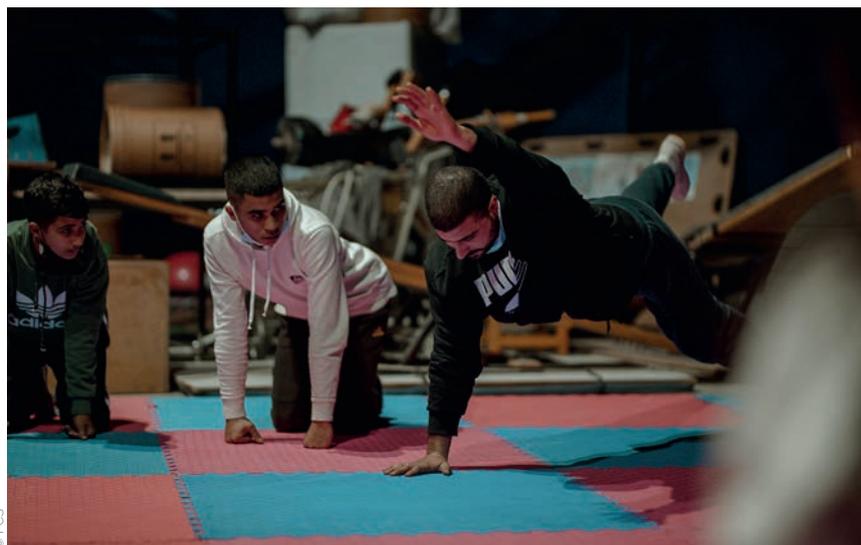
À moyen et long termes, plusieurs partenaires soulignent ainsi l'importance de poursuivre les processus de développement et de transformation sociale engagés, en les articulant aux réponses d'urgence. Ils anticipent que la crise aura des impacts durables sur les communautés qu'ils soutiennent mais amènera aussi des inflexions plus structurelles ou organisationnelles.

5.C.2. Action de moyen terme et travail de plaidoyer pour travailler sur les causes et effets de la crise

Les partenaires ont répondu au questionnaire dans un contexte d'urgence. Cela explique que les stratégies de moyen terme (action et plaidoyer) ne sont parfois pas encore envisagées ou sont en cours d'élaboration, ou sont fortement liées aux réponses d'urgence déjà mises en place. Caritas Colombie explique ainsi être en train d'« assimiler la réalité et mesurer l'impact », Caritas Bangladesh est dans une « adaptation au contexte », tout comme la Palestinien Circus School qui indique qu'il est « très difficile de prévoir à plus de deux mois », ou Caritas Albanie qui travaille sur « les effets négatifs de la crise à court terme », et en particulier sur les questions de génération de revenus et de santé psychologique. Pour Caritas Algérie la situation est « trop confuse et instable ». Caritas Bénin⁵⁴ indique « les efforts consentis par Caritas Bénin pour améliorer les conditions des pauvres extrêmes sont annihilés », ce qui implique de tout repenser. Par ailleurs, dans certains pays, le contexte politique contraint certains partenaires à s'abstenir de tout plaidoyer direct.

Plusieurs pointent, malgré la crise, le besoin de travailler sur des problématiques structurelles et proposent des réponses autour de l'accès aux droits et du plaidoyer : renforcement de la représentation et du conseil juridique (Mexique), impact du changement climatique sur les migrations internes et internationales (Bangladesh), migration (Sénégal). Certains partenaires ont déjà posé quelques axes de travail pour l'avenir, dont le renforcement de méthodes de travail avec les communautés à distance et en ligne (Brésil, Russie...) ; la génération de revenus et les moyens de subsistance (Guatemala, Madagascar, Albanie, Inde) ; la situation des migrants et réfugiés

54. www.caritas.org/ou-nous-trouver/afrique/benin/?lang=fr.



(Kirghizstan, Inde, Mexique, Bangladesh...) ; mais aussi la sensibilisation, le renforcement et la responsabilisation communautaire, la promotion féminine, l'eau, l'assainissement et la santé, la sécurité alimentaire, les violences, l'épargne-crédit...

Les partenaires d'Afrique (Madagascar, Tchad, Togo, Burkina Faso, RDC, Sénégal) insistent sur la **nécessité de former à la citoyenneté responsable, d'éduquer aux droits humains et à la paix**. Volonté qui se concrétise par des actions de sensibilisation comme des émissions de radio (café politique au Tchad), des plateformes (« Regard citoyen » au Togo pour s'informer et se former en ligne sur les droits de l'homme et la citoyenneté), ou l'Observatoire pour la prévention des conflits au Burkina Faso.

Certaines organisations ont commencé à penser leurs stratégies de moyen terme, ainsi que des processus d'évaluation et planification (Caritas Cyangugu au Rwanda, Caritas Bénin, NECC en Palestine, ACLO en Bolivie, OKUP au Bangladesh) : **pour la majorité, l'enjeu est de penser l'avenir en prenant en compte les situations actuelles et les conséquences à moyen et long termes de la crise**. C'est le cas du CAAAP au Pérou ou de CIPCA en Bolivie, qui a mis en place des fiches

de suivi par zone afin d'identifier les besoins et de nourrir la stratégie future. Ou de Caritas Bangladesh qui prévoit de repenser les projets de développement de long terme, car l'impact prévisible de la crise va durer. HOPE au Liban a mené un exercice de développement de différents scénarios à long terme. IGSSS en Inde a mené des études sectorielles sur l'impact de la Covid et formulé des recommandations. Ils continuent à travailler sur les enseignements de la crise.

Plusieurs organisations se sont penchées sur la question de la gestion des risques et des crises : TAM en Palestine avait un plan d'urgence mais ne s'attendait pas à ce type de crise. JRS Indonésie souhaite mieux prendre en compte les enjeux sanitaires dans ses projets et travailler à un plan de réduction des risques. Caritas Arménie va lancer en 2021 un programme « Stratégie et système de gestion des risques ».

Diverses organisations mènent ou prévoient de mener des actions de plaidoyer vers les autorités locales, régionales ou nationales. En Indonésie, Solidaritas Perempuan mène un plaidoyer sur les politiques et programmes gouvernementaux liés à la crise de la Covid-19 et fait actuellement un travail plus fin de diagnostic. De même pour le CSAPR au Tchad, qui a analysé la

réponse du gouvernement à la pandémie et rédigé des propositions d'améliorations de la gestion de crise et du système de santé de manière générale. Au Liban, Alpha a adhéré à la position d'un groupe d'experts sur un plan de sortie de crise. Quant à Caritas Rabat, l'organisation s'est concentrée sur un plaidoyer visant à faciliter l'accès à des dispositifs étatiques (santé, justice). JRS en Indonésie a lancé une campagne visant à valoriser les initiatives menées par les réfugiés durant la crise. GAFE en Haïti rappelle que le plaidoyer n'a pas cessé, et qu'il n'est pas forcément en lien avec la crise : pour notre partenaire en effet, le virus n'est pas la préoccupation majeure au vu de la situation globale de la population. Forts de leurs activités en période de crise, des partenaires africains récoltent des données sur lesquelles s'appuyer pour mener des actions de plaidoyer. Par exemple, un partenaire tchadien décrit : « Un plaidoyer qui consiste à la fois à analyser la riposte telle qu'elle a été menée au Tchad, mais aussi à soutenir des améliorations de celle-ci ou encore du système de santé de manière générale du pays. Pour cela nous avons élaboré un document qui synthétise nos idées et positions. » Ce processus a été lancé à la suite d'un « café politique » qui a rassemblé des acteurs politiques et de la société civile.

5.C.3. Explorer, innover et apprendre même en temps de crise

Pour certains partenaires, la crise a ouvert ou permis d'approfondir un champ plus politique ou stratégique. En Indonésie, Solidaritas Perempuan indique que son travail de suivi des politiques publiques de réponse à la crise conduira à une analyse et à des enseignements pour la gestion future des crises. Au Bangladesh, OKUP envisage de travailler à long terme sur le développement des compétences, les moyens d'existence durables (notamment l'aide à la réinsertion économique des migrants de retour), le renforcement du plaidoyer pour

la protection sociale des migrants, au Bangladesh comme à l'étranger. OKUP exprime aussi sa volonté de poursuivre son travail de renforcement du pouvoir d'agir des communautés pour que les migrants et leur famille se sentent légitimes à accéder à leurs droits. Le CSAPR au Tchad, déjà très impliqué sur les questions politiques et de bonne gouvernance, veut continuer le travail d'analyse du plan de contingence de l'État pour nourrir un travail d'interpellation et de plaidoyer sur les réformes à engager afin de répondre efficacement à la crise. En Inde, BSSS, qui avait prévu de travailler sur la traite des êtres humains et le travail des enfants, soutient maintenant des activités génératrices de revenus pour les travailleurs migrants de retour chez eux, et pour les jeunes dont les opportunités d'emploi déjà limitées ont disparu avec la crise économique. Enfin, nombreux sont les partenaires qui expriment que la crise a apporté des changements positifs de comportement, dans les manières de travailler de chacun, au sein des communautés dans les projets comme au sein des organisations. Caritas Antsirabe à Madagascar souligne le changement de comportements en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement. La CEJP au Burkina constate que cette attention renforcée aux questions sanitaires peut aider à lutter contre d'autres maladies. KMSS Loikaw en Birmanie prévoit d'intégrer la sensibilisation à la Covid-19 et aux pratiques d'hygiène dans un maximum de projets.

La crise a aussi été l'occasion pour le personnel de certaines organisations de se former et de collaborer différemment. Caritas Rabat, au Maroc, a mené un travail de capitalisation sur les expériences et les modalités d'intervention explorées durant cette période. Certaines, comme les réflexions sur l'action caritative, l'adoption de normes et standards pour encadrer la réponse humanitaire, l'analyse de

l'efficacité des actions menées, sont intégrées dans une approche durable structurant les actions. Caritas Arménie note que la crise a aidé l'organisation à améliorer ses compétences et à élargir les horizons pour l'élargissement de la collecte de fonds privés. Cet effort sera poursuivi à l'avenir.

Enfin, les partenaires tirent des leçons positives de l'utilisation nettement renforcée pendant la crise des outils de travail en ligne. Les stratégies de télétravail peuvent être poursuivies au vu des avantages qu'elles confèrent (CARTO Togo). Le personnel réparti entre équipes diocésaines et siège national a fait l'expérience fructueuse des visioconférences pour des concertations ou pour des formations et souhaite poursuivre ces rencontres en ligne (CEJP Togo, Caritas Sénégal) et aller plus loin dans l'utilisation de la technologie dans leur travail (PHR Israël). IGSSS en Inde souligne que le programme de formation et de sensibilisation en ligne peut se poursuivre même quand la pandémie aura disparu, car il permet d'économiser du temps et des ressources. Ces mêmes ressources peuvent être utilisées à d'autres fins constructives. Ces outils doivent rester au service de l'action et peuvent la démultiplier. ASSR au Mexique note l'importance de ces outils comme moyens de liaison, de communication pour l'accompagnement, le suivi et le développement du travail et pour la création de nouvelles alliances. Caritas Colombie souligne cependant que si ces outils ont ouvert la possibilité de créer des espaces d'échange, formation et accompagnement continu, notamment avec les équipes de pastorales sociales éloignées de la capitale, les actions en face à face sont nécessaires dans la vie des communautés et les outils virtuels ne conduisent pas aux mêmes résultats dans les processus de sensibilisation ou de formation. ■

CONCLUSION

Les nombreuses consultations qui s'expriment dans ce document sont bien évidemment liées à des contextes spécifiques inhérents aux organisations et à leurs territoires. Elles font néanmoins émerger d'importantes convergences entre les acteurs interrogés autour d'enjeux clés, qui se retrouvent autour de défis communs, nouveaux ou confirmant des actions déjà portées par le Secours Catholique et ses partenaires. Ce qui apparaît ici, c'est une vulnérabilité qui touche l'ensemble des communautés face à la pandémie avec un accroissement des inégalités, la limite des modèles de développement « dominants » et une nécessité de reconstruire nos sociétés en privilégiant le lien entre l'homme et la nature et en soutenant des formes de solidarité qui partout se mettent en place face à l'adversité. Ce qui apparaît ici, c'est aussi la régression des droits et libertés des individus à travers le monde, ou encore la confirmation de la complémentarité entre les actions d'urgence et les changements de long terme.

Ces constats résonnent aussi sur des territoires qui touchent nos frontières ; en témoignent les échanges avec nos partenaires européens, Caritas Italie et Caritas Espagne : eux aussi ont à la fois adapté leurs actions à destination des plus vulnérables sur leur territoire et à l'international, mais aussi perçu cette crise comme l'occasion de réinterroger leurs priorités d'action et de plaider.

Le dialogue engagé avec les partenaires internationaux du SCCF à l'occasion de cette pandémie a aussi permis de resserrer nos liens, à travers le partage des situations vécues.

Les constats effectués lors de cette consultation ainsi que le dialogue permanent qui se fait avec nos partenaires internationaux éclairent les actions que nous mettons en œuvre dans nos différents territoires. Ils constituent un signal fort du lien indispensable que nous devons maintenir entre nos actions en France et dans le monde.

Benoit-Xavier Lordon, directeur action et plaidoyer internationaux

secours-catholique.org

DIRECTION ACTION ET PLAIDOYER INTERNATIONAUX

dir.internationale@secours-catholique.org

 [caritasfrance](#)  [Secours Catholique-Caritas France](#)

